

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2021

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2020
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



FAIM

DE DIGNITÉ





Contenu du rapport

- **Edito**
- **Résumé analytique complété de nos propositions de plaidoyers**
- **Dossier thématique sur l'aide alimentaire et l'accès à l'alimentation**
- **Interview Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU**
- **Profil général sous forme de fiches, complété de regards thématiques**
- **Annexes**



PROFIL GÉNÉRAL



Profil général, ce qu'on étudie

38 800 fiches statistiques contenant des informations sur la démographie, la situation face à l'emploi, les ressources et conditions de vie

**777 000 personnes rencontrées en 2020
dont 409 500 enfants**

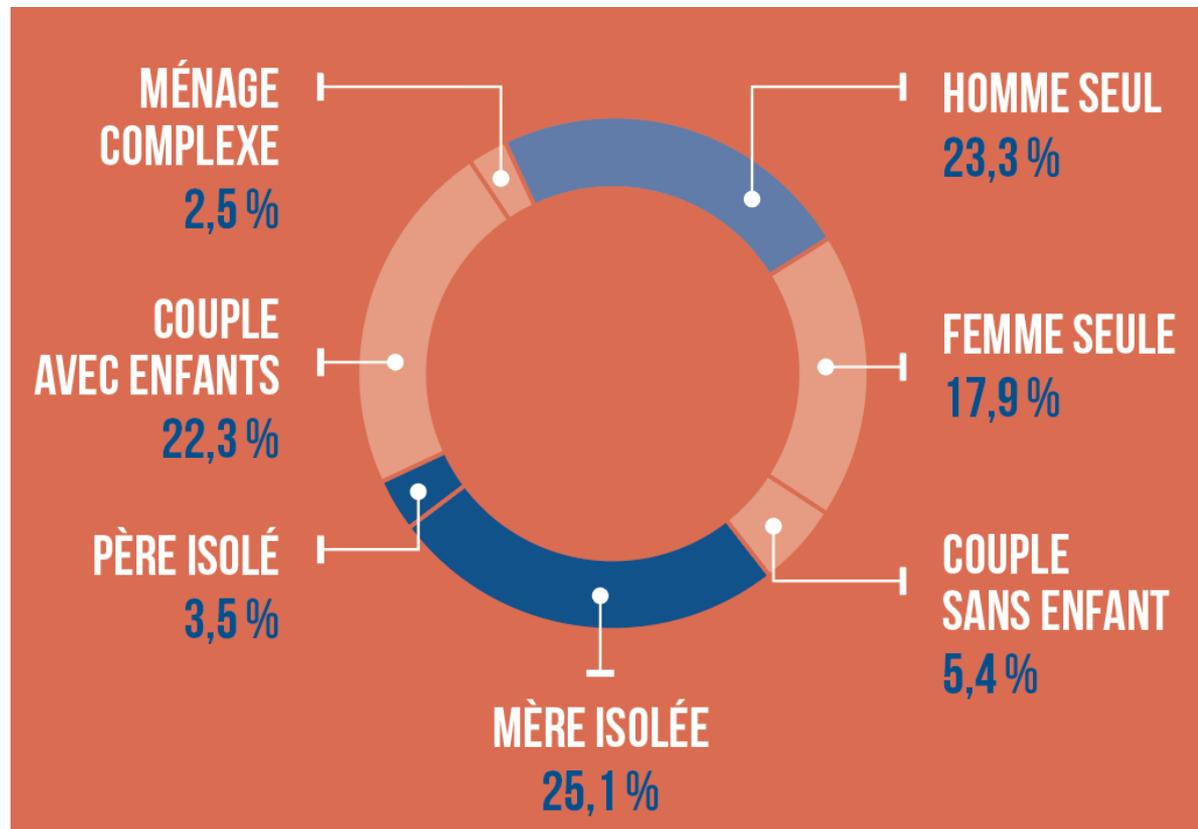
Les données de 2020 ne montrent pas une rupture forte avec les années précédentes: précarités déjà existantes avant et quelques signes d'évolutions liées au contexte de crise



Démographie : Une majorité de familles

Par rapport à la population générale: une forte part de familles monoparentales, part en augmentation en 2020

et d'hommes seuls

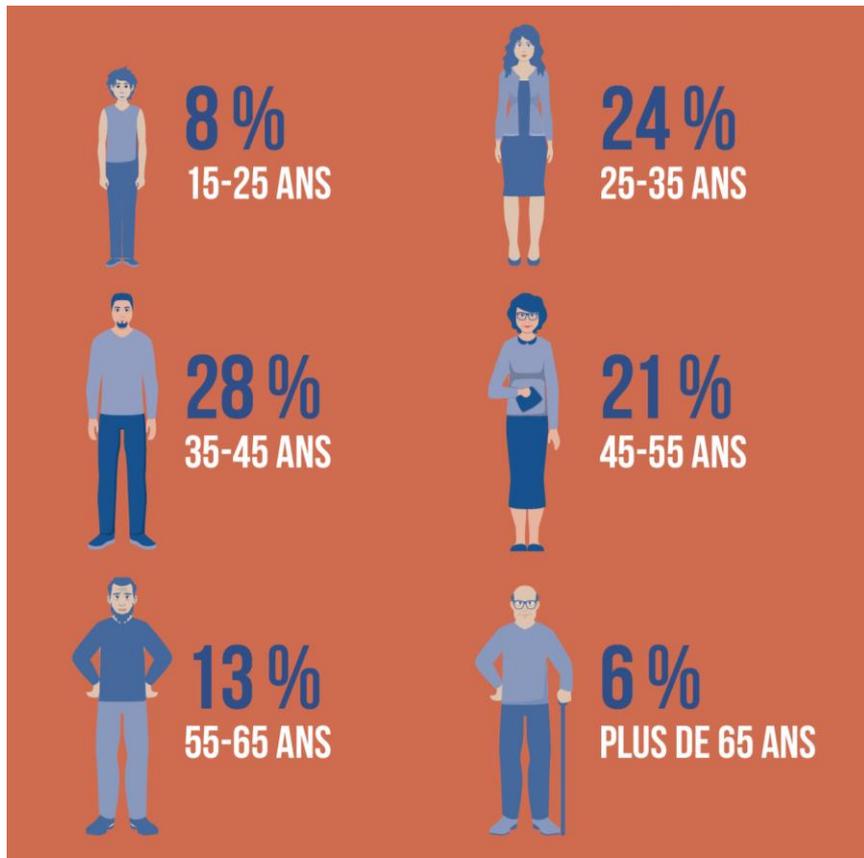




Démographie : Des personnes plus jeunes que dans la population générale

En comptant les enfants : 3 personnes sur 4 ont moins de 45 ans, dans la population générale, c'est moins de la moitié

Vieillesse plus rapide que dans la population générale: 8% des Français rencontrés ont plus de 65 ans





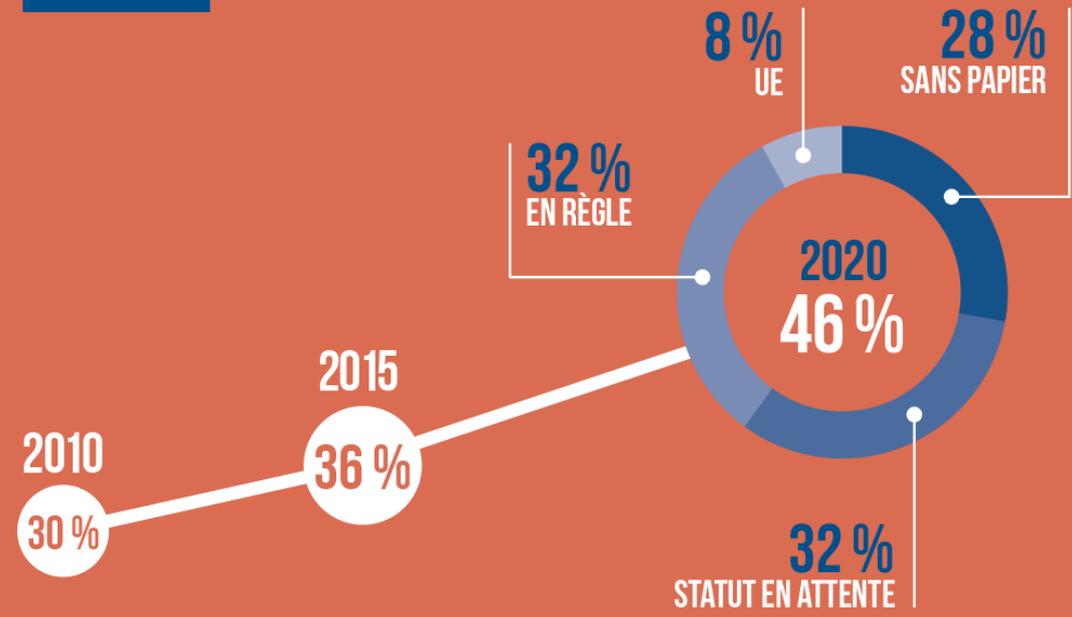
Démographie, une forte proportion d'étrangers au statut légal précaire

Près de la moitié des personnes rencontrées sont de nationalité étrangère

7 fois plus d'étrangers que dans la population générale

En 2020, baisse de la part de ménages en demande de statut, augmentation de la part de sans-papiers

PART DES ÉTRANGERS ET STATUT LÉGAL EN 2020



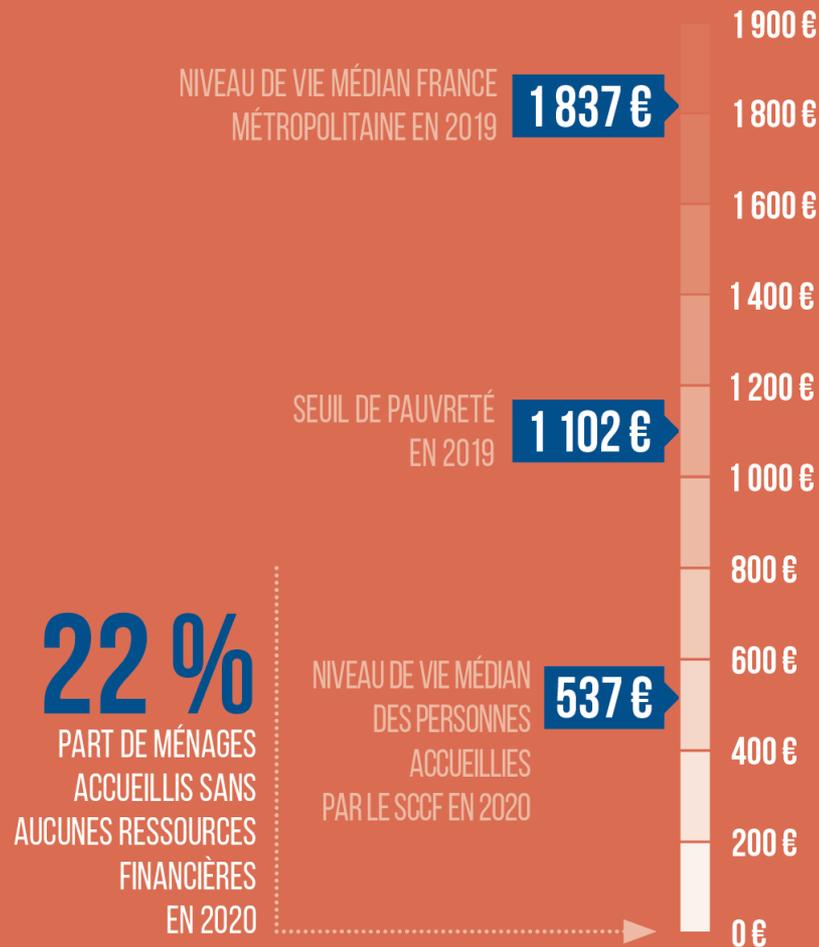


Niveau de vie

Un niveau de vie
équivalent à la moitié
du seuil de pauvreté

2/3 des ménages
sous le seuil
d'extrême pauvreté

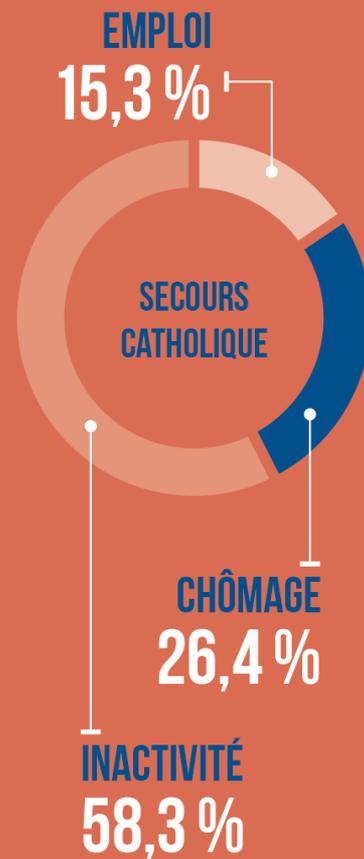
RESSOURCES MENSUELLES EN 2020





Activité / Inactivité

Une part importante de personnes en âge actif et pourtant une inactivité encore majoritaire





Personnes en emploi

Part stable en 2020

Augmentation de la part de personnes en intérim ou travail indépendant

→ des emplois moins protégés par les filets de sécurité mis en place par le gouvernement



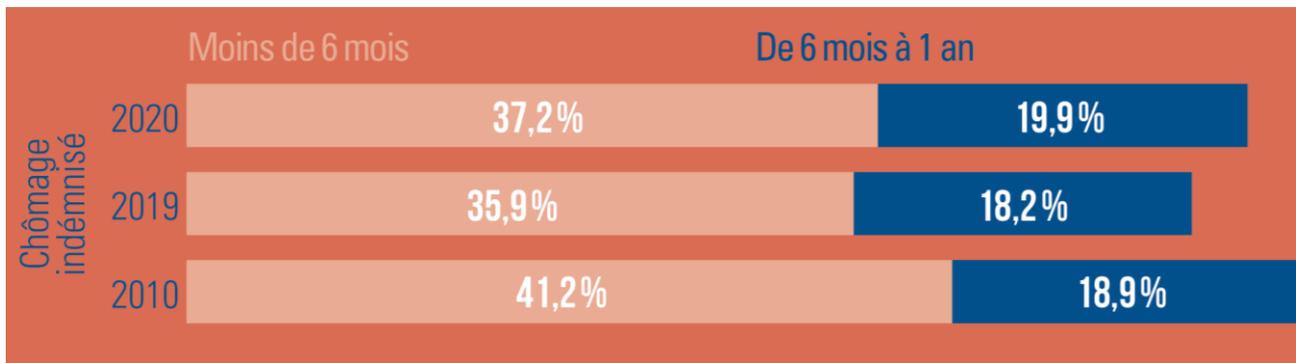


Chômage

Evolution à la baisse de la part de chômeurs depuis 2010 : passant de 1/3 à 1/4 des adultes (baisse de la part des chômeurs non indemnisés)

Une forte part de chômage indemnisé de longue durée, qui a augmenté durant la décennie.

Mais en 2020: une augmentation de la part de chômeurs plus récents





Impayés très liés au logement

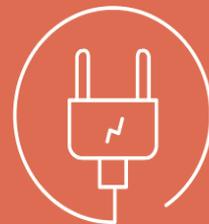
46% des ménages en situation d'impayés

Un montant d'impayés qui augmente pour atteindre 777 euros en 2020



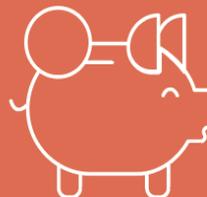
**LOYER, MENSUALITÉS
D'ACCESSION**

42 %



**GAZ, ÉLECTRICITÉ,
COMBUSTIBLES**

38 %



DÉCOUVERT BANCAIRE

19 %



EAU

18 %

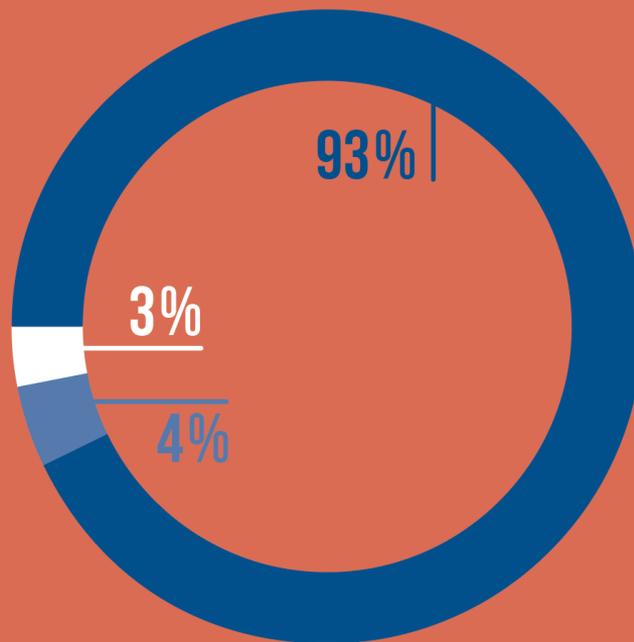


Peu de situations de surendettement

Moins d'un ménage sur dix dépose un dossier de surendettement.

Une part des ménages sont endettés, mais pas surendettés.

Un niveau de vie même légèrement supérieur permettrait la réduction de l'endettement.

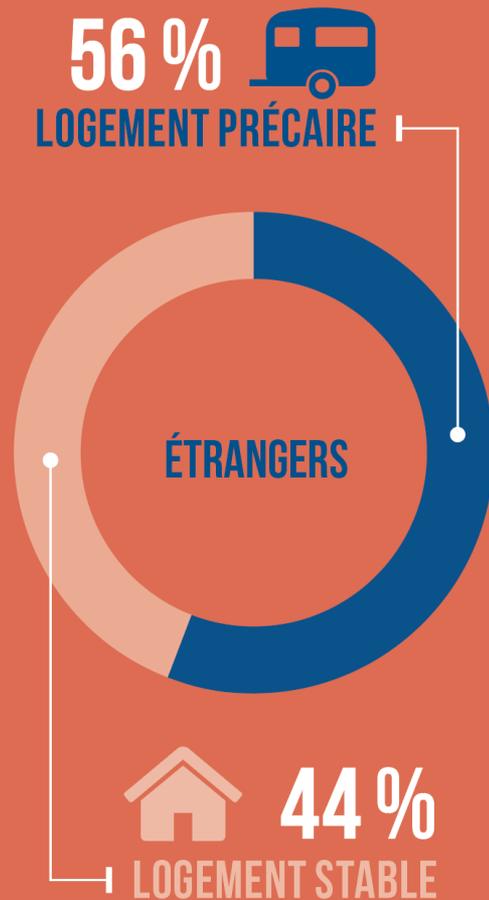
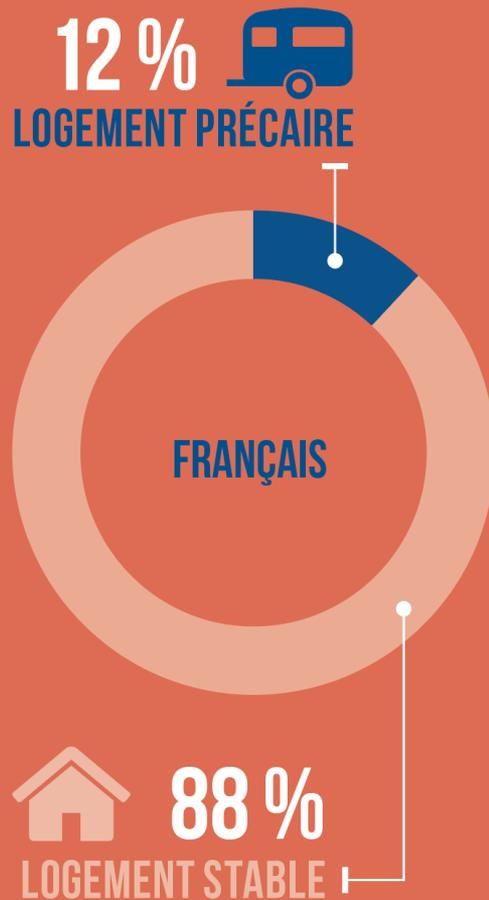


Pas de dossier
Dossier déposé
Dossier accepté



Logement

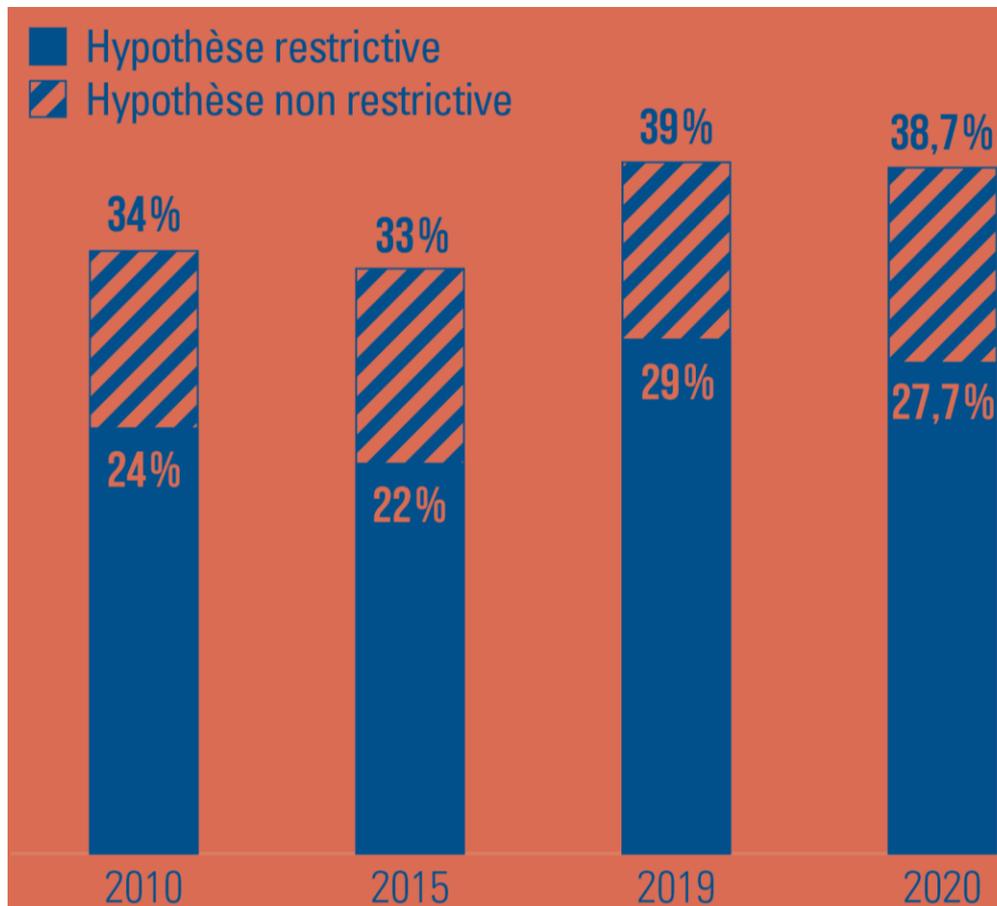
Près du tiers
(32%) des
ménages
rencontrés vivent
en logement
instable ou sans
logement





Non recours au RSA

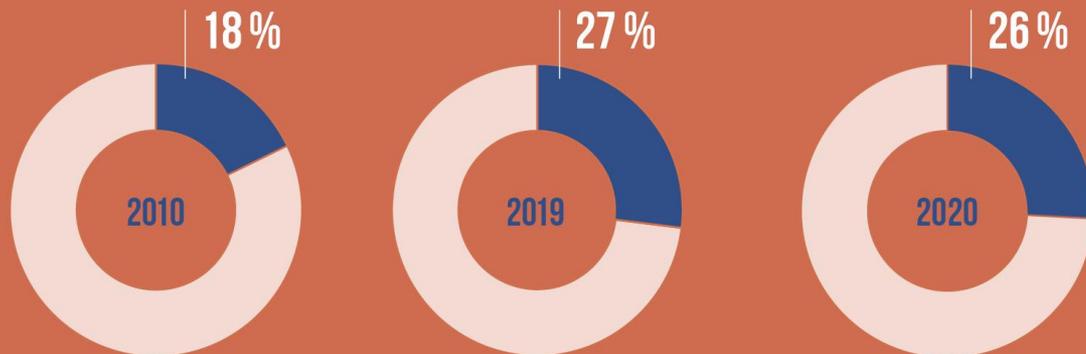
Le tiers des ménages éligibles ne perçoivent pas le RSA, mais une légère inflexion en 2020





Non recours aux allocations familiales

Plus du ¼ des ménages éligibles ne perçoivent pas les allocations familiales, mais une légère inflexion en 2020





Besoins exprimés

Le 1^{er} besoin reste celui d'écoute et accueil

**Augmentation de la
demande d'aide
alimentaire en 2020:
+ 4 points**



**ÉCOUTE, CONSEIL,
ACCUEIL**

57 %



**LOYER, FACTURES
ÉNERGIE, EAU**

16 %



ALIMENTATION

54 %



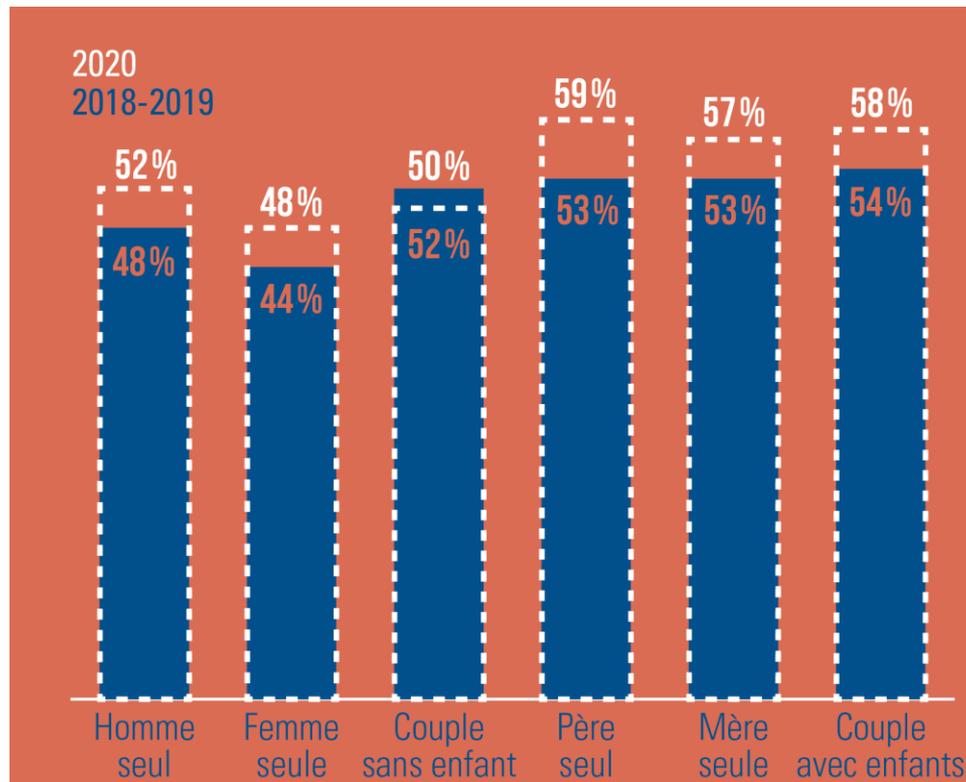
AIDE ALIMENTAIRE ET ACCÈS À L'ALIMENTATION



Augmentation de la demande d'aide alimentaire plus marquée pour les ménages avec enfants

Augmentation pour presque tous les types de ménages et toutes les tranches d'âge plus marquée pour les ménages avec enfants

et pour les 15-25 ans: de 50% en 2019 à 56% en 2020



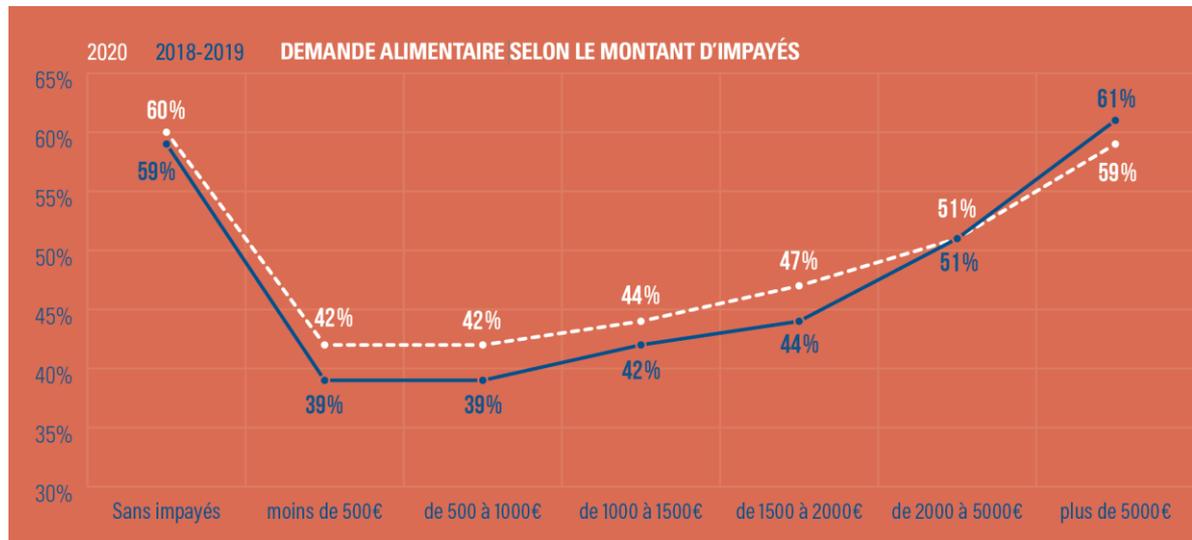


Des profils de pauvreté qui ont recours à l'aide alimentaire

Les ménages en situation de pauvreté extrême

Les ménages dont la pauvreté monétaire est moins importante mais dont les budgets sont trop serrés pour faire face aux dépenses du quotidien

étude de l'aide alimentaire et des profils des ménages la demandant développée dans le début de la partie thématique





Enquête alimentaire, ce qu'on étudie

1088 ménages ont participé à l'enquête

Répartis dans 12 départements français

Questions posées: démographie, activité, conditions de vie + paysage alimentaire, insécurité alimentaire, préoccupation par rapport à la santé

Concernant 2020 et aussi des questions sur 2021



Enquête alimentaire, profil des répondants

70% des répondants ont des enfants

60% sont de nationalité étrangère

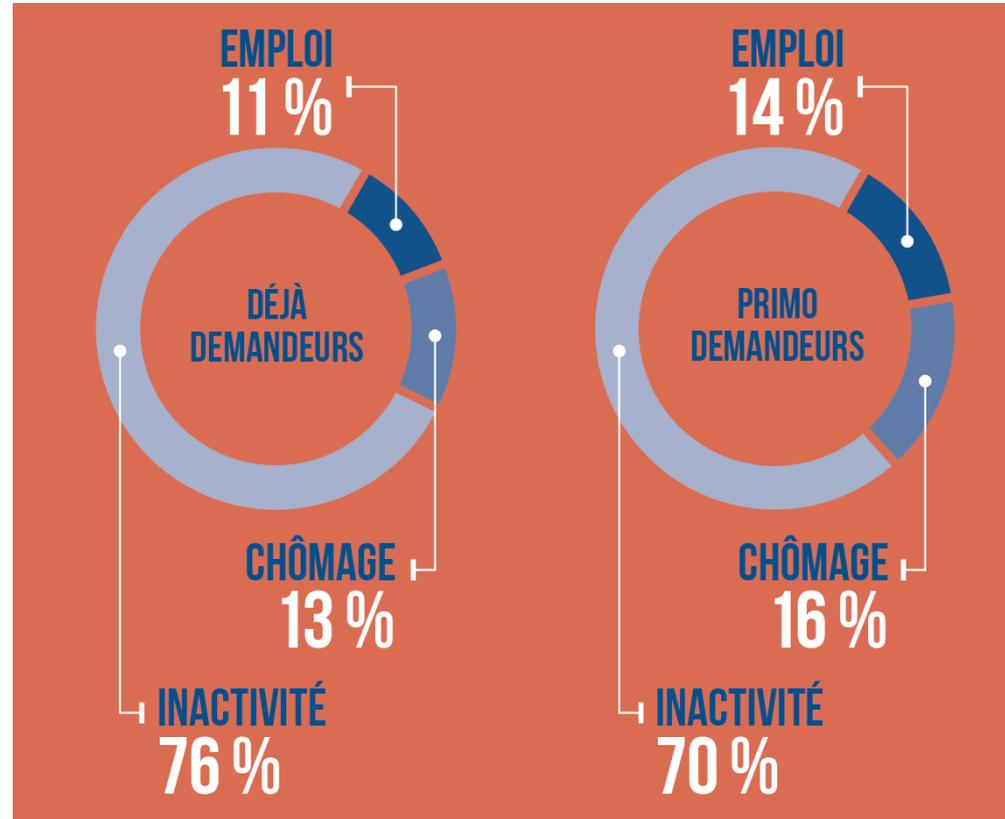
43% ne perçoivent pas de ressources financières

57% ont demandé une aide alimentaire pour la 1^{ère} fois en 2020



Enquête alimentaire, profil des répondants

Plus de personnes en activité parmi les primo demandeurs



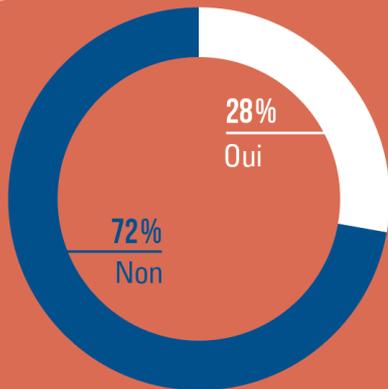


Choc du confinement sur les budgets

3 ménages sur 10 ont subi une perte de revenus, principalement liés au travail

6 ménages sur 10 ont vu leur dépenses augmenter du fait de la fermeture des cantines scolaires

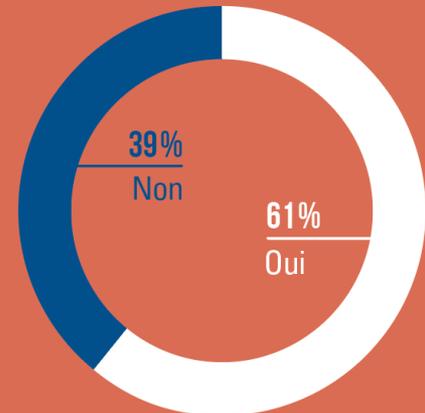
PERTE DE REVENUS PENDANT LE CONFINEMENT DU PRINTEMPS 2020



80%

... liés au travail

IMPACT DES FERMETURES DES CANTINES SCOLAIRES SUR LE BUDGET DES MÉNAGES





Insécurité alimentaire

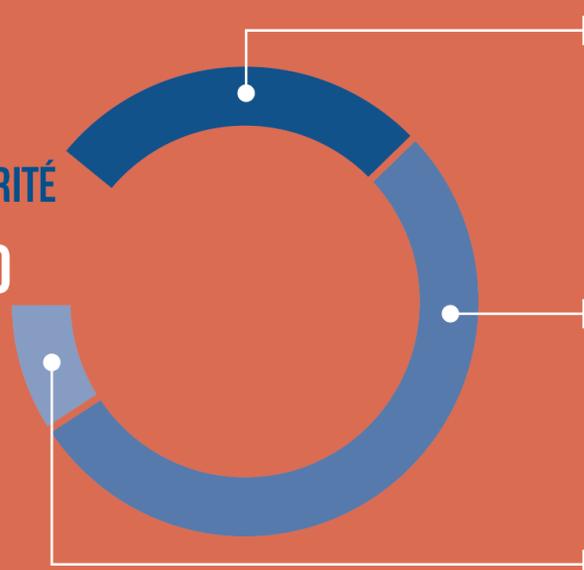
9 ménages sur 10 en situation d'insécurité alimentaire: des inquiétudes aux privations lourdes



27 %

DES MÉNAGES NE MANGENT PAS PENDANT UNE JOURNÉE ENTIÈRE OU DAVANTAGE, DE MANIÈRE RÉGULIÈRE

PAS D'INSÉCURITÉ
11 %



INSÉCURITÉ GRAVE
27 %

INSÉCURITÉ MODÉRÉE
53 %

INSÉCURITÉ LÉGÈRE
9 %



Préoccupations par rapport à la santé

83% des répondants se disent préoccupés des effets de leur alimentation sur leur santé

La moitié pointe les difficultés financières empêchant d'y faire davantage attention



**PRÉOCCUPÉ
ET FAIT ATTENTION**

32 %



**PRÉOCCUPÉ MAIS
PROBLÈMES FINANCIERS**

50 %



**PAS
PRÉOCCUPÉ**

17 %



**Quelle parole du Secours
Catholique face à ces
constats?**



Les points clés sur l'alimentation

- Augmentation des demandes en 2020, **et l'insécurité alimentaire perdue en 2021**
- **Des conséquences en termes de santé**, dont les personnes sont inquiètes. Représentation d'impuissance pour raisons financières
- On sait par ailleurs les conséquences en termes d'isolement et ruptures sociales : **l'alimentation est une affaire de lien social**
- Capacités de **mobilité (46% des répondants ont des difficultés pour faire leurs courses) et disponibilité** de l'offre là où habitent les personnes sont aussi des facteurs de précarité alimentaire
- **La question des revenus est prépondérante**



Nos propositions

1/2

Ce sont des réponses face à la précarité en général et pour des conditions d'existence digne:

- **Mise en place d'un revenu minimum garanti** : pour tous les habitants en situation régulière, à partir de 18 ans, sous conditions de ressources. Fixé à 50 % du niveau de vie médian (919 euros en 2019), accessible le plus automatiquement possible.
- Accès à un logement décent pour toutes et tous
- Accès à l'emploi des plus éloignés du marché du travail
- Régularisation large des personnes migrantes ayant entamé leur insertion
- Réduction du non-recours aux droits sociaux



Nos propositions

2/2

Pour un accès digne à une alimentation durable et de qualité pour toutes et tous

Dans la perspective du droit à l'alimentation : ne pas se limiter à la mise à l'abri de la faim, permettre aux personnes de se nourrir dans la dignité.

- ➔ Agir pour assurer les CAPACITES à se nourrir
- ➔ Ne plus séparer les enjeux de santé, d'accès à l'alimentation ou d'organisation de la transition alimentaire dans les territoires

1. Agir sur les ressources financières (revenu minimum garanti, réduction du non recours, ...)
2. Faire en sorte qu'une offre alimentaire de qualité soit accessible et disponible dans les territoires
3. Assurer que les personnes en situation de précarité soient réellement parties prenantes des décisions sur notre alimentation.



Du poids pour le plaidoyer : nos expériences concrètes

Aides d'urgence, groupements d'achats, repas partagés, ateliers cuisines, cuisines ambulantes, épiceries ouvertes à toutes et tous...

Car ces projets :

- montrent l'estime que les personnes retrouvent dans des projets collectifs, pour une alimentation durable (sans le faire au détriment de l'environnement ou de ceux et celles qui produisent) ;
- permettent de changer les termes du débat (par exemple, un enjeu soulevé par rapport aux coordinations d'aide alimentaire);
- sont des supports concrets pour aller plus loin en termes de politiques publiques, au niveau local et national.